



# **Faire vivre et renforcer le PCF sur les rails de la lutte des classes :**

## **Appel à celles et ceux qui veulent assumer cette nécessité**

A l'occasion de la Conférence nationale du PCF du 8 et 9 novembre 2014.

**8 novembre 2014**

41 milliards d'euros par an de nouveaux cadeaux au patronat et 50 milliards d'euros de coupe des dépenses publiques et sociales : avec le « pacte de responsabilité », le gouvernement est en train d'opérer un transfert inédit des différentes formes de salaire socialisé vers le profit capitaliste. Services publics, sécurité sociale, production industrielle et agricole, droit du travail, réforme territoriale : il poursuit et accélère gravement les destructions des acquis sociaux et démocratiques, sous l'égide de l'Union européenne. Il engage notre pays plus que jamais dans des guerres impérialistes.

**Le Front de gauche a contribué à nourrir des illusions électorales, pourtant inconcevables, avant 2012 dont le mouvement social, le mouvement syndical paient lourdement les conséquences.**

Le Front de gauche est en crise patente et incontestable. Il a échoué sur ses objectifs affichés, notamment électoraux. Son caractère politicien s'est avéré au grand jour. Aujourd'hui, Jean-Luc Mélenchon, dépositaire de fait de la propriété morale du Front de gauche – grâce à la direction du PCF – poursuit sa dérive personnelle, politicienne, populiste (bonapartiste ?), négationniste de la lutte des classes, comme il l'exprime dans son dernier livre. Il était pourtant le mieux placé pour savoir qui est François Hollande !

**Le PCF paie très cher, en termes d'élus, mais surtout de crédibilité dans le pays et parmi la classe ouvrière cette stratégie.** Comme nous l'avions dénoncé, avec d'autres, la stratégie du Front de gauche a prolongé et aggravé le processus d'effacement et d'abandon des orientations fondamentales et de l'organisation historiques révolutionnaires du PCF.

Pour le moins, la convocation d'une conférence nationale du PCF se justifiait. Mais, une fois de plus, la direction du Parti s'est évertuée à l'organiser de façon à éviter toute remise en cause et à faire cautionner la poursuite de sa stratégie mortifère ou liquidatrice. Surtout, la direction nationale n'a soumis aucun texte politique stratégique à la discussion des communistes. Signe plus que révélateur : la réunion du Conseil national sur la stratégie électorale pour les scrutins départementaux et régionaux de 2015 s'est tenue le 15 octobre, avant la conférence nationale.

La stratégie électorale révèle la stratégie politique déjà adoptée. Elle sera à géométrie variable : ici avec le PS, là indépendamment. Elle sera illisible nationalement et risque de coûter aussi cher qu'aux municipales.

Pierre Laurent et l'équipe dirigeante, relayés quotidiennement par l'Humanité, donnent le ton depuis plusieurs mois. Leur stratégie renouvelée consiste à combiner la main tendue aux socialistes – aux courants et personnalités qui se placent à la « gauche » du PS – et la poursuite du Front de gauche.

**Mais quel communiste peut se faire des illusions sur le calcul du PS et du système avec les « frondeurs » ?** Hollande et Valls grillés, il s'agit de recréer une illusion de possibilité d'alternance à gauche d'ici 2017. Sur la base du programme de Hollande de 2012 et de propositions aussi dangereuses que la fusion CSG/Impôt sur le revenu ! Quant à la gauche « mouvementiste », gauchiste,

« indignée », elle s'est toujours confirmée être complice de la social-démocratie et ennemie de l'organisation communiste de classe.

Autant dire que la direction du Parti, toujours sous l'ombre de Mélenchon, plus que jamais animée de sa volonté révisionniste, fuit en avant et fonce délibérément dans le mur. Prépare-t-elle les communistes à jouer au jeu des primaires de 2016 ? On peut le redouter, après les exemples des partis italiens du PGE !

**Le système politique de l'alternance, dans la démocratie bourgeoise avancée, est arrivé au bout en France, quasiment au modèle américain.** Deux équipes, droite, gauche, républicains, démocrates, se concurrencent et se complètent périodiquement pour accomplir la même politique au service du capital. La disparition du camp socialiste a accéléré le processus sans laisser disparaître les résistances ouvrières nationales, l'attachement à la sécurité sociale, au secteur public, les racines du processus national émancipateur, le PCF.

**A partir de la fin des années 70, notre parti a fait l'analyse de l'erreur et du piège de « l'Union de la gauche ».** Il n'est pas arrivé à se départir de cette stratégie institutionnelle dans les années 80, tout en maintenant peu ou prou son organisation de classe, ses cellules. Après la destruction du Mur de Berlin – il y a tout juste 25 ans -, contrairement à d'autres partis, le PCF et ses adhérents ont refusé le retournement de veste, le changement de nom. Mais les directions du PCF se sont engagées dans les années 90 – la « Mutation » de Robert Hue a 20 ans – dans la voie des abandons et renoncements, de l'inclusion dans le système. La participation à la « gauche plurielle » sous Jospin, le congrès de Martigues en 2000, les « collectifs antilibéraux » ont marqué ce processus de destruction que poursuit le Front de gauche. Il est plus nécessaire que jamais de le contrecarrer, de dire STOP !

**Nous devons – et nous le faisons tous – évaluer la place renouvelée que le système politique à bout de souffle laisse aux ultra-réactionnaires et au FN pour détourner la colère populaire vers le pire. L'antifascisme est inscrit dans l'engagement communiste.**

**Il n'est pas vrai que les travailleurs, notre peuple ne se battent pas contre la politique du capital !** Mais, à l'opposé des logiques politiciennes suivies par la direction du Parti, communistes, nous devons avoir l'ambition, ouvertement, d'y figurer à l'avant-garde. Sinon pourquoi être communistes ? **Nous mettons en avant 4 exemples récents parmi bien d'autres.**

+ En 2009, la volonté de défendre les services publics et La Poste en particulier s'est exprimée massivement. La « gauche » et ses satellites ont organisé une « votation » qui a recueilli plus de 2 millions de voix. Mais cette force s'est trouvée dévoyée vers la perspective électorale de 2012. Et la votation évitait un point principal : le rejet nécessaire de l'application de la directive européenne de mise en concurrence générale du courrier. La direction du PCF s'est coulée dans le moule unitaire, stérile. Aujourd'hui, depuis le début de l'année 2014, 6000 emplois ont été supprimés à la Poste,

une augmentation de 15% du timbre est prévue, mais des dizaines de luttes résolues se sont développées dans tout le pays. Nous proposons que le PCF impulse une véritable nationalisation de la bataille de La Poste (en lien avec notre rejet de la réforme territoriale), en remettant en avant le refus des directives européennes.

+ Dès son arrivée en 2012, Hollande a validé le plan de liquidation des usines PSA en France, l'enterrement de la sidérurgie de Florange. Aucune force politique nationale n'a mis en avant la nécessité et les possibilités effectives, liées au rapport de force, de la nationalisation (avec la reprise en main nationale de Renault). Le Parti n'a pas pu relayer efficacement, sur Alstom, la proposition de nationalisation. Voilà des campagnes prioritaires à mener en s'appuyant sur la signification historique de la « nationalisation démocratique à la française » issue de la Libération, la liant avec l'intervention des salariés et de la population.

+ En juin 2014, les cheminots ont mené un mouvement de grande ampleur pour défendre une entreprise nationale centrale, des acquis sociaux importants pour tout le monde du travail. Leur mobilisation a déjoué le plan du gouvernement qui attendait une réaction résignée de complaisance. Elle préserve des luttes et des convergences de luttes dans tout le secteur des transports. Il est nécessaire aujourd'hui de revenir sur les positions de repli du porte-parole parlementaire du Front de gauche (PCF) qui s'est abstenu sur la dissolution de la SNCF de 1937 avant d'appeler à la fin de la grève. Les députés PS « frondeurs » ont voté comme un seul homme contre les cheminots et les usagers. Il est impensable de continuer à s'aligner sur eux !

+ En 2010, par millions, les salariés sont descendus dans la rue pour défendre la sécurité sociale et la retraite à 60 ans, des semaines durant. Englués dans le Front de gauche, le Parti n'a pas aidé à préciser les revendications – retrait de la loi Woerth -, a contribué à renvoyer l'issue vers les élections de 2012. Auparavant, la faiblesse du soutien à la lutte contre la casse des régimes spéciaux en 2007, a participé de l'échec de 2010. Ce rapport de force pour la sécurité sociale ne s'est pas évaporé. Dans les hôpitaux publics, les effets de la loi Bachelot se font subir comme jamais. La Sécurité sociale est la première victime du Pacte de responsabilité. La nécessité de mener une grande campagne nationale pour la Sécu est impérieuse.

**Mais sur ce sujet, comme sur les autres, une clarification de nos positions théoriques est indispensable, même si, d'autant plus si, elle nous met en contradiction avec les organisations réformistes.**

Exemples. La modulation des cotisations sociales patronales ne saurait être une bonne proposition : elle valide le discours sur la baisse du coût du travail au nom de l'emploi. Le thème mis en avant de la « baisse du coût du capital », derrière les mots, nous place dangereusement dans une logique de cogestion, de « moralisation » du capital. A son profit. L'abandon depuis quinze ans des positions historiques de notre Parti contre l'Europe du capital, l'alignement sur les positions d'accompagnement de la CES et du Parti de la gauche européenne sont incompatibles avec la mise en œuvre des luttes prioritaires en France, dans un esprit internationaliste.

**L'impérialisme français s'est associé comme partenaire et concurrent des autres impérialismes européens dans l'UE.** Cette logique s'étend au plan mondial avec le rapprochement UE/USA et les accords transatlantiques en préparation (TAFTA) contre les puissances impérialistes émergentes. Les conséquences, graves, sont économiques, sociales, diplomatiques, militaires. L'expression anti-impérialiste systématique de notre parti, pour la sortie de la France de l'OTAN, pour la condamnation de l'UE et des expéditions guerrières françaises est aussi une priorité absolue.

Communistes, responsables d'organisation du PCF qui signons ce texte, suivant l'expression de Maurice Thorez, nous sommes attachés à notre parti comme à la prunelle de nos yeux. Nous savons que sa disparition signifierait un nouveau recul sans précédent pour les travailleurs et la population. Nous constatons aussi, dans nos sections et fédérations, dans les entreprises, les villes et les campagnes, l'intérêt croissant de nombreux travailleurs et de jeunes pour le PCF et son histoire, la recherche et le besoin de son organisation inspirée du marxisme et du léninisme, de la tradition de lutte nationale.

**Dans la lignée de nos prises de position et action, pour certains depuis le XXVIII congrès de 1994, ou depuis celui de Martigues, nous appelons les communistes, tous ceux qui ressentent le besoin de notre organisation révolutionnaire, à se réapproprier le PCF dans l'action.**

Nous entendons forcer les débats qui dérangent dans le Parti en direction de l'opinion publique. Nous ne voulons rien cacher des divergences avec nos directions. Nous entendons participer à tous les mouvements contre la politique du capital, même si nous ne nous reconnaissons pas pleinement dans les intentions de leurs organisations. Mais nous y exprimerons plus que jamais notre point de vue conforme à la raison d'être de notre parti. Plus que jamais, notamment sur les luttes précitées, nous voulons engager l'action communiste, avec ou malgré la direction nationale, en direction des travailleurs, pour la riposte immédiate à la politique du capital.

**Le mouvement social bute sur l'absence de perspective politique. Seules les luttes peuvent déboucher la perspective politique. Communistes, c'est le sens de notre engagement.**

Responsables de fédération, de section du PCF, membres du Conseil national, nous appelons les communistes, les militants syndicaux et autres, qui partagent cette démarche à rentrer en contact avec nous.

Premiers signataires :

*Corinne Bécourt, secrétaire de la section de Saint-Quentin, Emmanuel Dang Tran, membre du Conseil national, secrétaire de la section de Paris XV, Claude Fainzang, membre du Conseil national, Paris XIX, Armelle Hervé, secrétaire de la section de Mantes-la-Jolie, Yvelines, Eric Jalade, membre du Conseil national, secrétaire de la fédération du Tarn, Eric Monini, secrétaire de la section de Jarny, Meurthe-et-Moselle, Cyril Morlot, secrétaire de la fédération de la Haute-Saône, Dominique Negri, membre du Conseil national, secrétaire de la section de Saint-Martin-d'Hères (Isère)*

---

## NOUS CONTACTER

NOM:.....Prénom.....  
Adresse:.....  
Téléphone/Courrier électronique:.....  
.....

RENOYER A Cahiers communistes, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, 01 48 28 60 05

cahierscommunistes@orange.fr; <http://vivelepcf.fr/>

